
[Cambodge: la Banque mondiale, le gouvernement et leur parodie de consultation sur les forêts](#)

Fin juillet dernier, plusieurs ONGs ont demandé par écrit au Ministère de l'Agriculture que les Plans d'Aménagement de Concessions forestières et les Evaluations d'impact social, présentés par les concessionnaires au Département des Forêts et de la Faune, soient soumis à l'opinion publique. Trois mois et demi plus tard, la Banque publie une version éditée de ces documents, destinée à être analysée par le public en deux semaines. La Banque a décidé que ce délai était suffisant pour justifier l'octroi de la dernière tranche de leur Crédit d'ajustement structurel (SAC en abrégé).

Les ONGs accusent le Département des Forêts de mauvaise foi, pour avoir accepté une période de consultation aussi déraisonnablement courte pour la consultation sur les Plans d'Aménagement de Concessions forestières. Elles blâment également la Banque mondiale de débloquer le Crédit d'ajustement structurel, alors qu'elle avait affirmé préalablement qu'une période de consultation de deux semaines était "tout à fait insuffisante". Comme M. William Magrath, de la Banque mondiale, avait écrit en juin 2002: "A mon avis, une période de deux mois pour la considération et les commentaires serait souhaitable; un mois serait tolérable. Deux semaines sont tout à fait insuffisantes".

Ce qui plus est, début septembre 2002 les conseils étrangers du Département des Forêts et de la Faune du Cambodge (appartenant à la FAO, la GTZ, la DANIDA et la JICA) ont demandé un minimum de six mois pour la présentation au public et la consultation de la communauté. Ils ont écrit: "Compte tenu de l'étendue considérable des concessions et du nombre des communautés concernées, il est nécessaire d'accorder un délai plus long à la publication et à la consultation des communautés. Nous recommandons que cette période soit, à long terme, de 6 mois au minimum...".

"La publication de Plans d'Aménagement et d'Evaluation d'impact social 'édités', à être considérés par le public en une période de deux semaines, montre que le Département des Forêts et de la Faune voit d'un œil méprisant les habitants cambodgiens des forêts. Le fait que la Banque mondiale considère une telle période comme suffisante pour justifier le déblocage de la dernière tranche du Crédit d'ajustement structurel indique qu'elle regarde autant les communautés locales que les autres membres de la communauté des donateurs avec aussi peu de respect que le fait le Département des Forêts", déclare Eva Galabru, de Global Witness.

"Une période de présentation courte, avec le peu d'occasions qu'elle fournit pour le commentaire public sur les Plans d'Aménagement, indique que le Département des Forêts veut permettre aux compagnies d'exploitation ligneuse de commencer l'abattage le plus tôt possible", dit Andrew Cock, du Forum des ONGs.

"L'expérience partout dans le monde montre qu'une compagnie forestière qui opère sans considérer les communautés locales est une compagnie qui ne s'intéresse pas à la durabilité. Le Département des Forêts, au niveau national, s'est avéré incapable de gérer les forêts du Cambodge au bénéfice du public. Quand la Banque mondiale reconnaîtra-t-elle que son appui à l'abattage de forêts habitées est en train d'appauvrir les communautés? Est-ce là le mandat de la Banque mondiale?" déclarait

Mike Bird, d'Oxfam GB.

Les compagnies forestières sont plus près que jamais de reprendre l'abattage dans des zones de grande importance pour la subsistance de nombreux paysans cambodgiens. Mais beaucoup de villages des plus éloignés, situés dans les concessions ou près d'elles, n'auront même pas la chance de voir les plans, dans les limites de temps prévues pour les consultations.

Article basé sur des informations tirées de: "Grossly inadequate consultation period shows contempt for Cambodia's poor", article de presse du Forum des ONG sur le Cambodge, Andrew Cock, courrier électronique: andrewcock@bigpond.com . Envoyé par Global Witness Phnom Penh, <http://www.globalwitness.org>